

**Conseil économique et social**Distr. générale
24 juillet 2026Français
Original : anglais**Commission économique pour l'Afrique**
Forum sur le développement de la statistique en Afrique
Douzième réunion

Addis-Abeba (hybride), 20 octobre 2026

Note conceptuelle**I. Contexte**

1. Le Forum sur le développement de la statistique en Afrique est une initiative de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, et est soutenu par l'Institut de statistique de l'Union africaine, la Banque africaine de développement, le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21) et la Banque mondiale. Des représentants de 12 organisations internationales, de 4 institutions donatrices et de 17 organismes régionaux et sous-régionaux ont participé à la première réunion du Forum, tenue à Addis-Abeba en mai 2004. Ils ont approuvé la création du Forum, dont les principales fonctions sont les suivantes :

- a) Avoir une vue d'ensemble des activités statistiques, y compris la formation et l'assistance en matière de capacités non humaines en Afrique ;
- b) Mettre en place un système permanent de suivi du développement de la statistique en Afrique ;
- c) Renforcer les modalités de coopération en vue de tirer parti de l'avantage comparatif de chaque partenaire.

2. Depuis sa création, le Forum sert de cadre pour passer en revue les efforts déployés en matière de développement de la statistique en Afrique et renforcer la coordination entre les parties prenantes. Il regroupe des représentants d'instituts nationaux de la statistique africains, d'institutions internationales, régionales et sous-régionales, d'organismes bilatéraux, d'initiatives et de programmes internationaux, de fondations et d'autres institutions. En réunissant ces organismes, le Forum a pour but d'accroître l'efficacité et l'efficacité du soutien apporté aux systèmes statistiques nationaux, comme le prévoit la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

3. Au fil des ans, le Forum a évolué pour faire face aux difficultés nouvelles et aux nouvelles priorités en matière de développement de la statistique. Les participants aux réunions précédentes ont mis l'accent sur la coordination, le suivi et l'efficacité de l'aide, tandis que ceux qui ont participé à des éditions plus récentes avaient abordé les questions de la transformation, de la modernisation et de l'innovation dans le domaine des statistiques officielles. À la onzième réunion, tenue en 2024, les participants avaient mis l'accent sur la mobilisation des ressources techniques et financières au service de l'innovation dans le développement statistique en Afrique. Cependant, après 11 convocations du Forum, ses mécanismes de suivi sont restés relativement



faibles : il a souvent été difficile de déterminer dans quelle mesure les recommandations adoptées lors d'une réunion avaient été mises en œuvre avant la suivante.

4. De graves problèmes subsistent dans trois domaines interdépendants : le financement, la coordination entre les partenaires et la concrétisation des engagements en résultats tangibles au niveau national. En ce qui concerne le financement, les systèmes statistiques restent limités par rapport au rôle central qu'ils jouent dans la planification, le suivi et les politiques de développement. Dans le *Rapport de PARIS21 sur le soutien des partenaires à la statistique 2025 : Maintenir la dynamique pour protéger les acquis durement gagnés* il est dit que l'aide publique au développement consacrée aux financements des données et des statistiques ne représentait que 0,25 % de l'ensemble de l'aide publique au développement versée par les donateurs du Comité d'aide au développement en 2023. Les décaissements effectués à l'échelle mondiale en faveur des données et des statistiques devraient reculer de 1 145 millions de dollars en 2023 à un montant compris entre 866 millions et 948 millions de dollars en 2025. Le financement des initiatives en matière de données et de statistiques en Afrique s'est élevé à 497 millions de dollars¹.

5. Au niveau national, le rapport de pays du Togo sur l'appui aux statistiques indiquait que les ressources intérieures ne représentaient que 16 % du financement total des statistiques dans le pays. Les systèmes statistiques nationaux continuent de dépendre fortement des financements extérieurs, même si, dans plusieurs pays, les crédits budgétaires nationaux alloués à ces systèmes ont dépassé le seuil minimum recommandé par l'Union africaine, soit 0,15 % du budget national. Par ailleurs, les besoins globaux de financement de la mise en œuvre de la stratégie statistique continentale, environ 11 milliards de dollars, restent bien supérieurs aux ressources mobilisées à ce jour (0,4 milliard de dollars)². Il est donc nécessaire d'organiser de nouvelles campagnes de sensibilisation à la mobilisation des ressources intérieures, de mettre en place de mécanismes de financement innovants et de renforcer le seuil de 0,15 % en tant que point de repère continental.

6. En ce qui concerne la coordination, les partenaires qui soutiennent le développement de la statistique sur le continent ont reconnu que les doubles emplois persistaient et que l'harmonisation était toujours insuffisante. Lors d'une réunion parallèle organisée en marge de la dix-huitième session du Comité des directeurs généraux des organismes nationaux de statistique des États membres de l'Union africaine, tenue en décembre 2024 à Banjul, les partenaires ont considéré qu'il s'agit de problèmes opérationnels nécessitant la mise en place de mécanismes correctifs, tels qu'un programme de travail harmonisé et commun ainsi qu'un dialogue régulier entre les partenaires. Cette recommandation doit toutefois encore être mise en œuvre. Avec un taux de mise en œuvre de 63 %, la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique (2017-2026) souligne l'insuffisance de la transformation des engagements pris au niveau continental en résultats opérationnels. L'expérience montre que la coordination est particulièrement efficace lorsqu'elle ne se limite pas à être une fin en soi, mais qu'elle s'articule autour de mécanismes spécifiques tels qu'un projet commun, un accord de cofinancement, un produit partagé et des normes communes, et lorsqu'elle est mise en œuvre à tous les niveaux pertinents : entre partenaires, entre les partenaires et les organismes régionaux, entre les institutions panafricaines, ainsi qu'au sein des pays et des communautés économiques régionales et entre ceux-ci.

¹ Disponible à l'adresse : <https://www.paris21.org/sites/default/files/2532.pdf>. Le rapport 2026 n'a pas encore été publié.

² Compte rendu de la réunion de coordination avec l'Institut de statistique de l'Union africaine, qui s'est tenue le 8 juillet 2026 (non publié).

7. En ce qui concerne la mise en œuvre, la demande croissante de données géospatiales intégrées, en temps réel et désagrégées, ainsi que de données pertinentes pour les politiques, déterminées par les priorités nationales de développement découlant du Programme 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine, exerce une pression croissante sur les systèmes statistiques nationaux pour qu'ils fournissent des statistiques fiables et de qualité. Durant l'élaboration des évaluations des progrès accomplis à l'échelle continentale dans le cadre du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, l'absence de données de référence ou de valeurs actuelles a empêché le calcul de la performance pour certains objectifs, tandis que les différences dans les ensembles de données et les méthodes utilisées dans les États membres ont freiné la production d'agrégats comparables. Les limites qui en résultent sont encore une fois attestées par le score de 51,6 % enregistré dans l'indice de la situation des données du Centre africain pour la statistique, la désagrégation des données affichant le score le plus faible parmi les composantes, à 48,8³. La nouvelle évolution technique des technologies a pris de court de nombreux membres de la CEA, et le continent n'est toujours pas suffisamment préparé pour accompagner les instituts nationaux de la statistique dans ce domaine ; les contraintes de capacité, le manque de personnel et l'insuffisance des infrastructures de données restent des obstacles majeurs à la mise en œuvre.

8. Au-delà de la production, l'utilisation des données reste un domaine important nécessitant des améliorations constantes. Le pilier 1 des indicateurs de performance statistique de la Banque mondiale évalue l'utilisation des données par le législatif, les institutions exécutives, la société civile, les universités et les organisations internationales. Les données relatives à 2024 révèlent que 12 des 54 pays d'Afrique obtiennent des scores ne dépassant pas 50 % dans le domaine de l'utilisation des données. La transformation statistique ne doit pas être mesurée uniquement en fonction du volume de données produites, mais aussi en fonction de la mesure dans laquelle ces données sont utilisées dans la prise de décision. Il convient donc de mettre davantage l'accent sur la modernisation, l'intégration des données et la capacité de tirer parti des sources de données alternatives et nouvelles, y compris les données administratives, les ressources géospatiales et d'observation de la terre, les mégadonnées et l'intelligence artificielle, afin de répondre aux demandes de données aux niveaux national, régional et mondial. Ces sources devraient servir à compléter, et non à remplacer, les données de base recueillies sur le terrain, telles que les données du recensement et les résultats d'enquêtes.

9. Dans ce contexte, la douzième réunion du Forum sur le développement de la statistique en Afrique aura pour thème : « Des engagements à la mise en œuvre : financer, coordonner et suivre la transformation des systèmes statistiques en Afrique », dans le but d'aller au-delà des engagements et de la mobilisation des ressources pour aboutir à des résultats concrets et contrôlés. Les engagements figurant dans le thème sont les engagements pris collectivement par les membres de la CEA, les partenaires de développement et les institutions panafricaines en faveur du développement de la statistique, au-delà de l'efficacité institutionnelle du Forum. La douzième réunion du Forum offre une occasion stratégique de redéfinir l'architecture du partenariat autour de priorités communes, d'une définition plus claire des responsabilités et d'une mise en œuvre coordonnée, de sorte que le soutien des partenaires se traduise par une transformation statistique concrète, portée par les pays dans toute l'Afrique. Le Forum mettra l'accent sur le renforcement de la mise en œuvre, l'amélioration de l'application du principe de responsabilité et veillera à ce que les systèmes statistiques bénéficient d'un financement adéquat,

³ Voir https://www.uneca.org/eca-events/sites/default/files/resources/documents/acs/statcom9/newsletter/day_three_statcom-africa_ix_newsletter.pdf (en anglais).

inspirent confiance et soient mieux préparés à faire face aux difficultés actuelles et futures.

II. Objectifs

10. L'objectif général de la douzième réunion est de permettre aux pays, aux partenaires et aux institutions qui soutiennent les statistiques afin qu'ils puissent répondre aux besoins techniques et financiers des systèmes statistiques nationaux, dans le but d'accélérer la modernisation de ces systèmes grâce à des actions mieux suivies qui favorisent une mise en œuvre pilotée par les pays.

11. Les objectifs spécifiques de la réunion sont les suivants :

a) Passer en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la onzième réunion du Forum sur le développement de la statistique en Afrique, ainsi que des engagements pris antérieurement au niveau continental concernant le financement, la coordination et la modernisation des systèmes statistiques africains, faire un bilan de la situation et recenser les lacunes qui subsistent ;

b) Faire l'inventaire des possibilités offertes et des mécanismes proposés par les institutions, partenaires et organisations panafricains pour la mobilisation des ressources, de financement (y compris le cofinancement et les initiatives conjointes) et la coordination des partenaires, pour accompagner le développement de la statistique des pays ;

c) Déterminer les priorités concrètes visant à renforcer l'utilisation des données, les efforts de modernisation et d'intégration, ainsi que l'adoption responsable de sources de données alternatives et nouvelles, y compris l'intelligence artificielle, dans les statistiques officielles africaines ;

d) Convenir d'engagements renouvelés et vérifiables pour les deux prochaines années, ainsi que d'un mécanisme de suivi permettant de suivre attentivement leur mise en œuvre entre les éditions successives du Forum.

III. Résultats escomptés

12. La réunion devrait aboutir aux résultats ci-après :

a) Une unité de vue entre membres de la CEA et les partenaires, sur les progrès accomplis au regard des engagements pris à la onzième réunion du Forum, ainsi que sur les principales lacunes qui restent à combler ;

b) Une meilleure sensibilisation aux possibilités offertes et aux mécanismes proposés par les institutions et partenaires panafricains, notamment les accords de cofinancement, les initiatives conjointes, les normes communes et les produits partagés, pour accompagner les pays dans le développement de leur statistique ;

c) Une meilleure compréhension, parmi les institutions et les partenaires panafricains et des difficultés persistantes auxquels doivent faire face les pays africains, ainsi que de leurs besoins en matière de développement de la statistique ;

13. Un communiqué indiquant que les recommandations que les participants formuleront au cours de la réunion seront soumises pour approbation à la Commission africaine de statistique à sa neuvième session, qui se tiendra du 21 au 23 octobre 2026 à Addis-Abeba.

IV. Lieu et date

14. La réunion doit se tenir au siège de la CEA à Addis-Abeba le 20 octobre 2026, de 9 heures à 13 heures.

V. Format

15. Les principaux thèmes qui seront examinés au Forum seront notamment les suivants :

a) Les progrès accomplis et les lacunes constatées dans la mise en œuvre des recommandations formulées par le Forum sur le développement statistique en Afrique, et l'engagement renouvelé en faveur de la mise en œuvre ;

b) La création de partenariats visant à promouvoir le système statistique africain, y compris les points de convergence des cadres régionaux avec les besoins des pays et le soutien des partenaires ;

c) Efficacité du soutien apporté par les partenaires, mécanismes de coordination concrets, financement durable, utilisation des données et adoption responsable des nouvelles sources de données et technologies.

VI. Public cible

16. Participeront à la réunion des représentants des instituts nationaux de la statistique, des ministères chargés de la planification et des finances, d'organisations internationales, régionales et sous-régionales, d'institutions panafricaines, de partenaires de développement, d'établissements universitaires, y compris des centres de formation statistique, ainsi que d'autres parties prenantes concernées par le développement de la statistique en Afrique.

VII. Services de secrétariat

17. En tant que secrétariat du Forum, la Commission économique pour l'Afrique apportera son appui à l'organisation de la réunion.

VIII. Personnes à contacter

18. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter :

Samuel Kobina Annim
 Directeur du Centre africain pour la statistique
 Commission économique pour l'Afrique
 Tél. : +251 (0) 11 544 3595
 WhatsApp : +233 24 469 3747
 Courriel : samuel.annim@un.org

Joseph Tinfissi Ilboudo
 Chef de la Section de la coordination, des
 partenariats et de la diffusion des politiques
 Centre africain pour la statistique
 Commission économique pour l'Afrique
 Tél. : +251 (0) 11 544 5533
 WhatsApp : +251 (0) 92 416 3430
 Courriel : ilboudo@un.org